



Dépêche No. 1174 | 30 avril 2026

Les Sénégalais soutiennent une plus grande voix africaine, mais restent ambivalents entre ouverture commerciale et protectionnisme

Dépêche No. 1174 d'Afrobarometer | Mamadou Abdoulaye Diallo et Mouhamadou Lamine Simel Sarr

Résumé

Le Sénégal s'appuie fortement sur le commerce et la coopération internationale comme piliers de sa stratégie de croissance (Diaw & Tran, 2009). Alors qu'il est établi que les investissements directs étrangers favorisent la croissance économique (Touray, 2024), le pays accueille un stock important, évalué à U.S. \$2,64 milliards en 2023 (Nations Unies, 2024). Parallèlement, le Sénégal tire profit d'importants transferts de fonds de sa diaspora, notamment en France, en Espagne et aux Etats-Unis d'Amérique. Le montant de ces transferts était évalué à U.S. \$2,94 milliards en 2023, soit 11% du produit intérieur brut national (Daba, 2025).

Par ailleurs, le Sénégal entretient des relations commerciales aussi bien avec les pays africains que les pays des autres continents. Le pays a signé des accords bilatéraux et multilatéraux pour renforcer le commerce et l'investissement, notamment avec l'Union Européenne, la Chine et les Etats-Unis d'Amérique (Bassene, 2025), et est membre de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union Africaine (UA) et de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf). En 2024, le pays a importé l'équivalent de U.S. \$12,7 milliards en biens et services (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, 2025). Ces importations proviennent principalement de l'Europe (45,1%) et de l'Asie (31,1%). Les échanges commerciaux avec la Chine, la France et la Russie, quant à eux, s'élèvent respectivement à 11,8%, 10,1% et 8,1%. En revanche, les exportations du Sénégal, en 2024 sont orientées principalement vers le continent africain (37%), européen (27,2%) et asiatique (23,6%).

Dans ce contexte d'intégration économique et d'ouverture sur les marchés régionaux et internationaux, il est pertinent d'examiner comment les Sénégalais perçoivent la place et les intérêts de leur pays dans ces dynamiques.

Le plus récent sondage d'Afrobarometer révèle que la majorité des Sénégalais estiment que les intérêts de leur pays sont bien pris en compte dans les décisions de l'Union Africaine et de la CEDEAO, et sont favorables à une plus grande voix du continent sur la scène internationale.

Toutefois, les opinions apparaissent plus nuancées en matière d'ouverture économique. Ils sont divisés entre libre-échange et protection des producteurs nationaux, même si une large majorité d'entre eux restent favorables à un commerce ouvert avec le reste du monde.

Dans le même temps, la grande majorité des Sénégalais n'ont jamais entendu parler de la ZLECAf. Les citoyens sont également partagés sur la libre circulation en Afrique de l'Ouest, reflétant un équilibre entre aspirations à l'ouverture et préoccupations liées à la protection nationale.

Par ailleurs, les influences extérieures sont perçues de manière contrastée. Si la plupart des Sénégalais perçoivent positivement l'influence économique et politique de la CEDEAO, de la Chine, de l'UA et des Etats-Unis d'Amérique, la France suscite plus de réserve. L'influence économique de la Chine est en particulier largement reconnue.

Enfin, sur les enjeux géopolitiques, une forte majorité de Sénégalais informés de la guerre qui oppose la Russie à l'Ukraine se prononcent en faveur d'une position de neutralité de leur pays.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non partisan de recherche par enquêtes qui produit des données fiables sur les expériences et les appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Dix rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 45 pays, depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 (2024/2025) couvrent 38 pays. Afrobarometer réalise des entretiens en face-à-face dans la langue choisie par le répondant.

L'équipe d'Afrobarometer au Sénégal, dirigée par le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES), a interviewé 1.200 adultes sénégalais en février et mars 2025. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Sénégal en 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021 et 2022.

Résultats clés

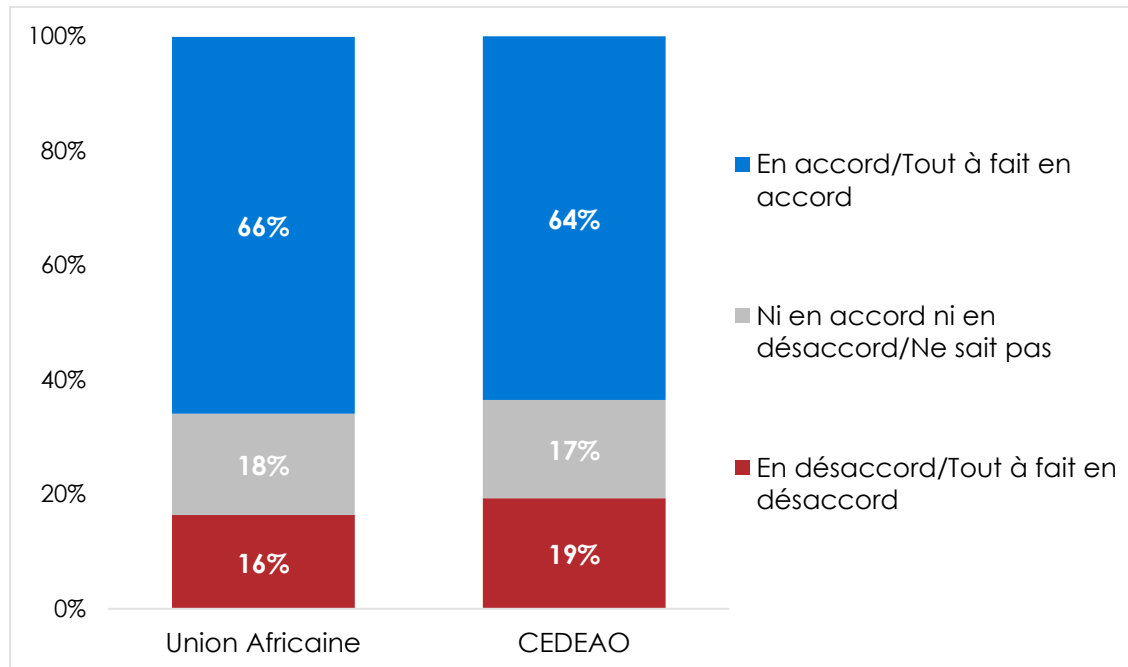
- La majorité des Sénégalais estiment que les besoins et les intérêts de leur pays sont reconnus de manière adéquate dans les décisions de l'Union Africaine (66%) et de la CEDEAO (64%).
- La grande majorité (82%) des répondants estiment que les pays africains devraient avoir davantage leur mot à dire dans les organes de décision internationaux tels que les Nations Unies.
- Les Sénégalais sont divisés entre le libre-échange (49%) et la limitation du commerce international pour protéger les producteurs nationaux (50%).
 - Toutefois, si le gouvernement opte pour l'ouverture du commerce, plus des trois quarts (78%) des citoyens sont favorables à un commerce avec les pays du monde entier, tandis que 16% privilégieraient le commerce avec les pays africains et seulement 4% approuveraient la limitation du commerce aux pays de l'Afrique de l'Ouest.
- Seuls un sur sept Sénégalais (14%) déclarent avoir entendu parler de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf).
 - Une faible majorité (53%) des répondants soutiennent la liberté de circulation des gens en Afrique de l'Ouest, tandis que près de la moitié (46%) considèrent que le gouvernement devrait limiter ces mouvements pour protéger les citoyens et les biens nationaux.
- La majorité des Sénégalais estiment positive l'influence économique et politique sur leur pays de la CEDEAO (62%), de la Chine (57%), de l'Union Africaine (57%) et des Etats-Unis d'Amérique (51%). En revanche, 45% d'entre eux jugent négative l'influence de la France, tandis que seulement 35% la jugent positive.

- Six répondants sur 10 (60%) pensent que les activités économiques de la Chine influencent « quelque peu » ou « beaucoup » l'économie sénégalaise.
- Huit Sénégalais sur 10 (81%) informés de la guerre entre la Russie et l'Ukraine sont favorables à une position neutre du Sénégal dans la guerre.

La voix de l'Afrique dans les affaires mondiales

La majorité des Sénégalais estiment que les besoins et les intérêts du Sénégal sont reconnus de manière adéquate dans les décisions de l'Union Africaine (66%) et de la CEDEAO (64%) (Figure 1). Toutefois, près d'un sur cinq Sénégalais (16%-19%) considèrent que ces institutions ne reconnaissent pas suffisamment les intérêts du pays, tandis que des proportions similaires (17%-18%) n'expriment pas d'opinion sur la question.

Figure 1 : Reconnaissance des intérêts du pays dans les affaires régionales et continentales | Sénégal | 2025



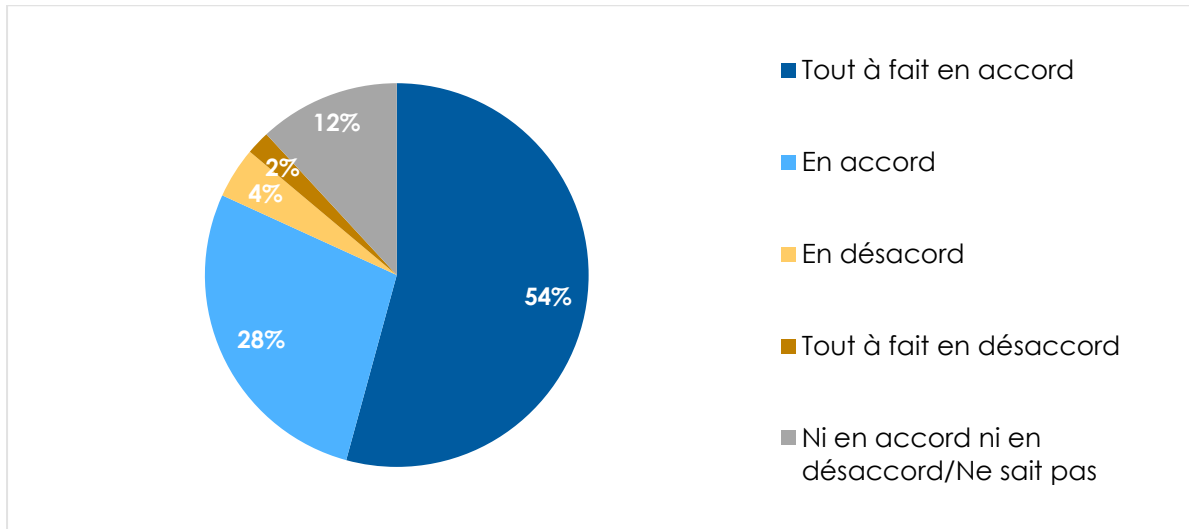
Questions posées aux répondants : Etes-vous d'accord ou non avec les affirmations suivantes ou n'en avez-vous pas entendu assez pour vous prononcer :

Les besoins et les intérêts du Sénégal sont reconnus de manière adéquate dans les décisions de la CEDEAO ?

Les besoins et les intérêts du Sénégal sont reconnus de manière adéquate par l'Union Africaine lorsqu'elle prend des décisions pour le continent africain ?

Il ressort également un consensus majoritairement favorable à une plus grande influence des pays africains au sein des organismes internationaux. Plus de huit répondants sur 10 (82%) adhèrent clairement à l'idée que les pays africains devraient avoir une plus grande influence sur la prise de décision des organismes internationaux tels que les Nations Unies, dont 54% qui sont « tout à fait en accord » (Figure 2).

Figure 2 : Soutien à une plus grande voix des pays africains au sein des organismes internationaux | Sénégal | 2025



Question posée aux répondants : Etes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante ou n'en avez-vous pas entendu assez pour vous prononcer : Les pays africains devraient avoir une plus grande influence sur la prise de décision des organismes internationaux tels que les Nations Unies ?

Commerce avec d'autres pays

Les Sénégalais sont divisés entre l'ouverture commerciale et la protection des producteurs locaux. La moitié (49%) des citoyens estiment que le pays devrait faciliter le commerce international pour créer des opportunités économiques ; l'autre moitié (50%) pensent qu'il faut limiter les échanges afin de protéger les producteurs nationaux (Figure 3).

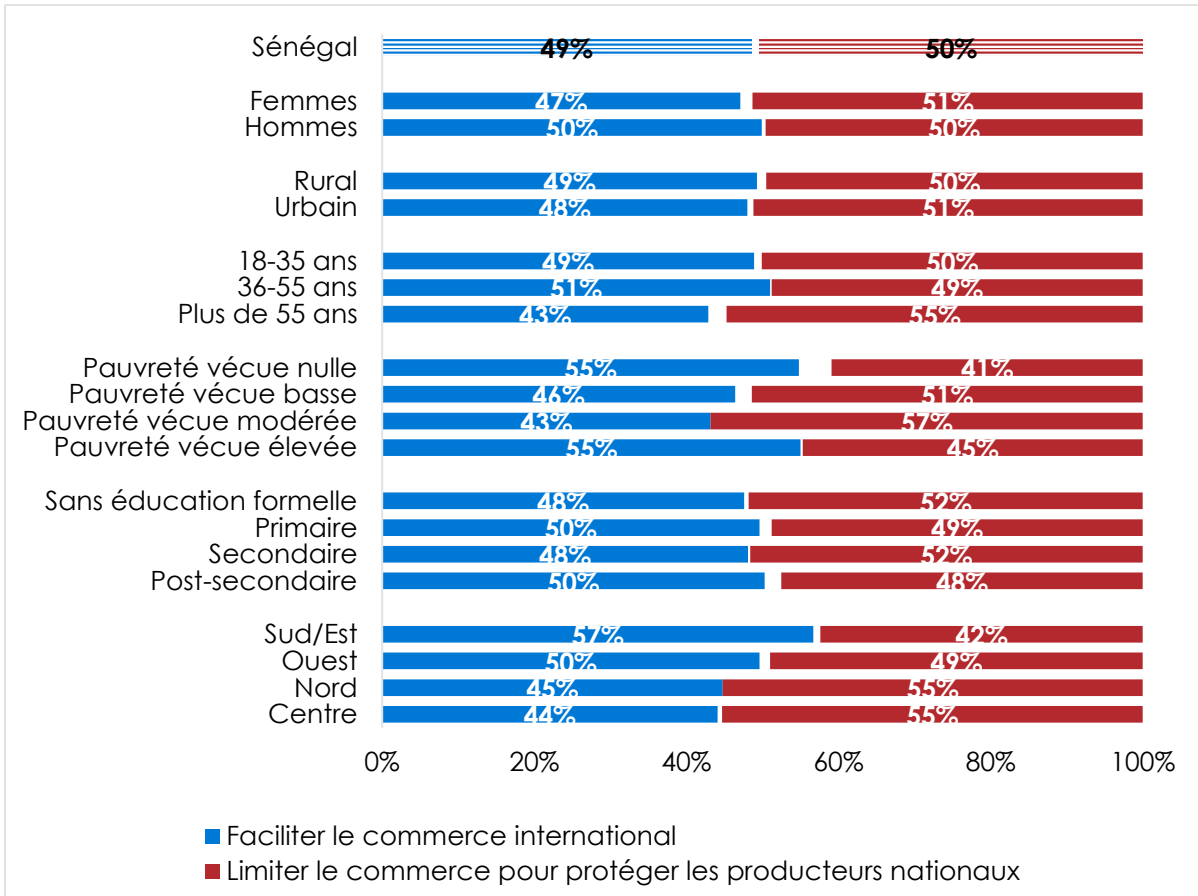
Le soutien à l'ouverture commerciale est plus répandu parmi les résidents de la zone Sud/Est (57%)¹ et les moins âgés (49%-51%) que parmi les habitants des zones Centre (44%) et Nord (45%) et les plus âgés (43%).

Si le gouvernement sénégalais devait faciliter les échanges commerciaux avec d'autres pays, la grande majorité (78%) des citoyens préféreraient que le pays s'ouvre à tous les pays du monde pour créer des opportunités économiques (Figure 4). Un sur six citoyens (16%) souhaiteraient un partenariat limité à l'ensemble des pays africains, tandis que 4% optent pour une coopération restreinte aux pays d'Afrique de l'Ouest uniquement.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

¹ Zones géographiques : Ouest (Dakar, Thiès), Nord (Louga, Matam, Saint-Louis), Centre (Diourbel, Fatick, Kaolack, Kaffrine), Sud/Est (Ziguinchor, Sédhiou, Kolda, Tambacounda, Kédougou)

Figure 3 : Commerce ouvert ou limité ? | par groupe démographique | Sénégal | 2025

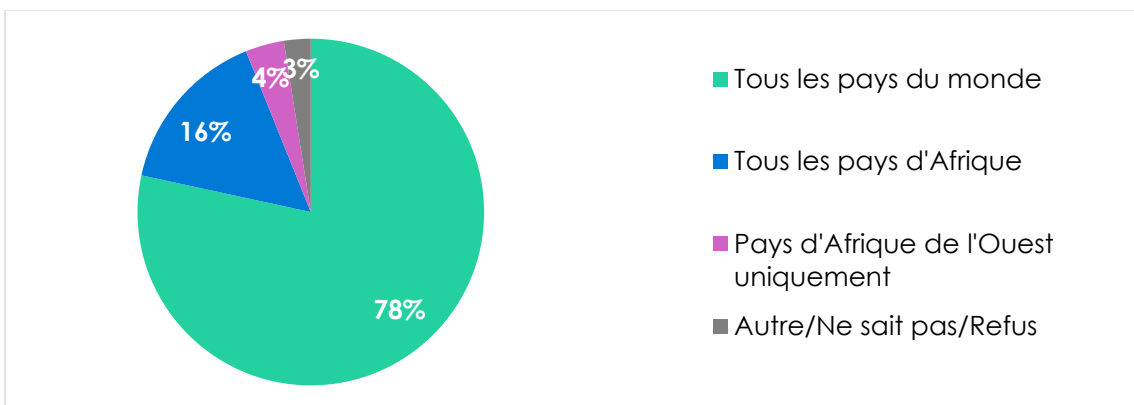


Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Il est préférable pour notre économie que le gouvernement facilite les échanges commerciaux du Sénégal avec d'autres pays afin de créer des opportunités économiques.

Affirmation 2 : Notre pays devrait limiter le commerce avec les autres pays afin de protéger les producteurs sénégalais.

Figure 4 : Avec quels pays les dirigeants devraient-ils faciliter les échanges commerciaux ? | Sénégal | 2025

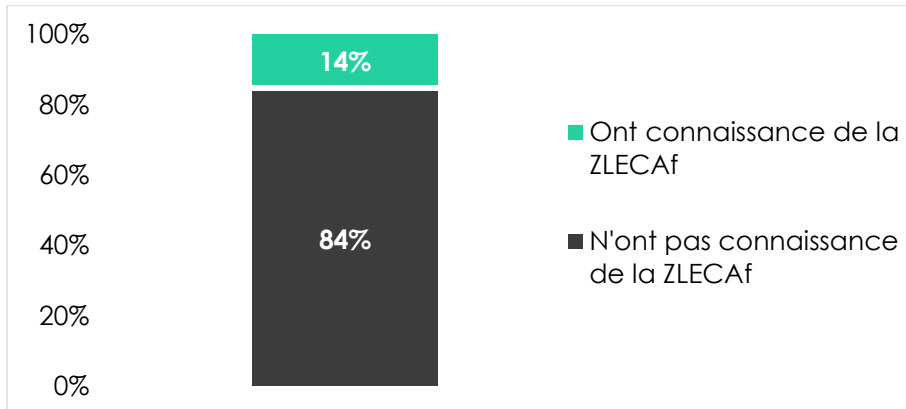


Question posée aux répondants : Si les dirigeants du Sénégal veulent faciliter les échanges avec d'autres pays pour créer des opportunités économiques, avec quels pays devraient-ils le faire ?

Malgré l'intérêt des Sénégalais au commerce international, la connaissance de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf), une initiative commerciale panafricaine, reste très limitée. Seul un sur sept Sénégalais (14%) déclarent avoir entendu parler de la ZLECAf, tandis que la grande majorité (84%) des citoyens affirment ne pas connaître cette initiative (Figure 5).

Ce résultat met en exergue un important déficit d'information autour de la ZLECAf.

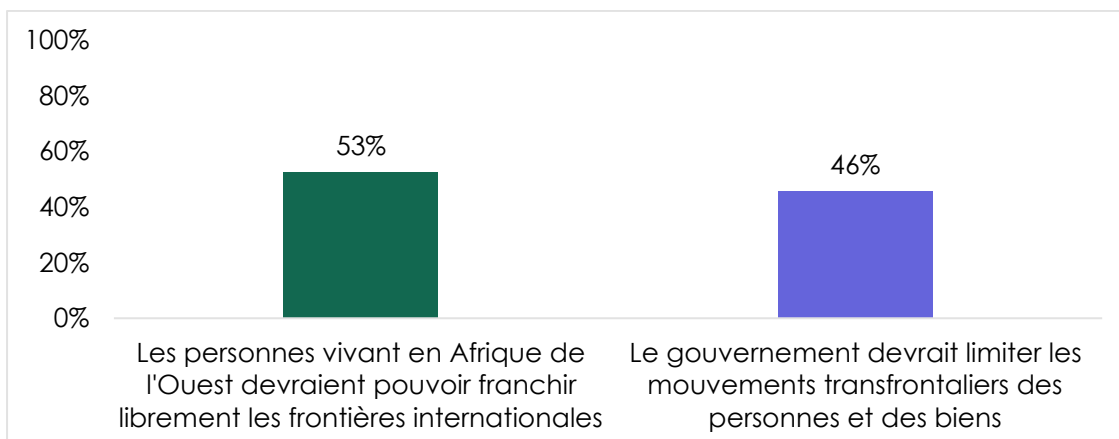
Figure 5 : Connaissance de la ZLECAf | Sénégal | 2025



Question posée aux répondants : Avez-vous entendu parler de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine également connue sous le nom ZLECAf ?

Comme sur l'ouverture commerciale, l'opinion publique sénégalaise apparaît clairement divisée sur la question de la libre circulation des résidents de l'Afrique de l'Ouest. Une faible majorité (53%) des répondants estiment que ces derniers devraient pouvoir franchir librement les frontières pour le commerce ou le travail, tandis que près de la moitié (46%) des citoyens considèrent que le gouvernement devrait limiter ces mouvements afin de protéger les citoyens et les biens nationaux (Figure 6).

Figure 6 : Libre circulation ou limitation des mouvements transfrontaliers | Sénégal | 2025



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

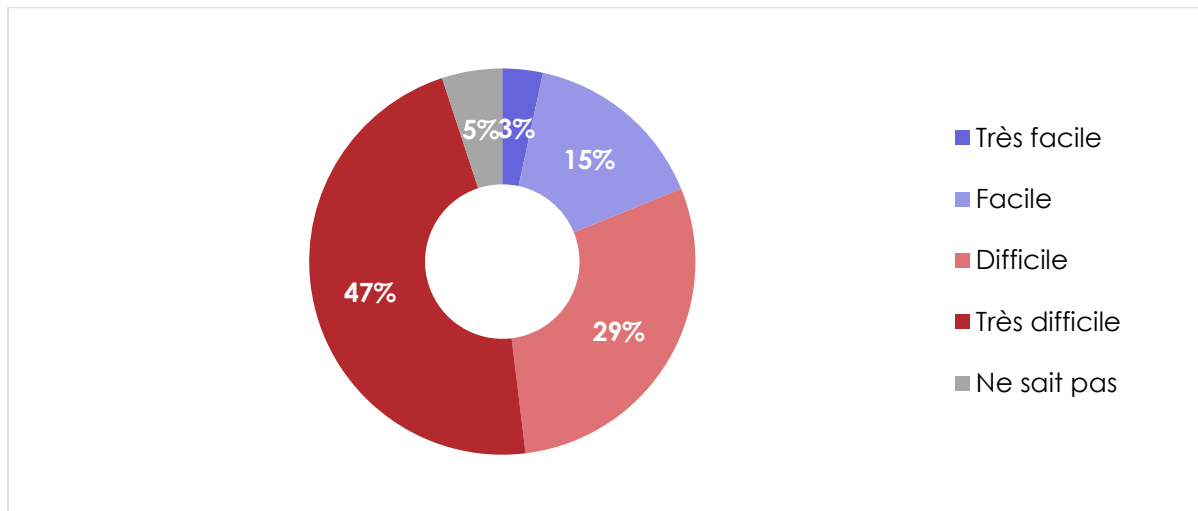
Affirmation 1 : Les personnes vivant en Afrique de l'Ouest devraient pouvoir franchir librement les frontières internationales pour faire du commerce ou travailler dans d'autres pays.

Affirmation 2 : Pour mieux protéger leurs citoyens, les gouvernements devraient limiter les mouvements transfrontaliers des personnes et des biens.

Malgré les politiques régionales visant à faciliter les échanges et la mobilité au sein de la CEDEAO (Tsighbé & Kpaye, 2017), la perception des citoyens sur la difficulté à traverser les frontières reste élevée. Trois quarts (76%) des Sénégalais perçoivent la traversée des frontières plutôt difficile pour les populations d'Afrique de l'Ouest dont 47% qui la jugent « très difficile » (Figure 7). A l'inverse, seuls 18% des répondants estiment qu'il est facile de franchir ces frontières.

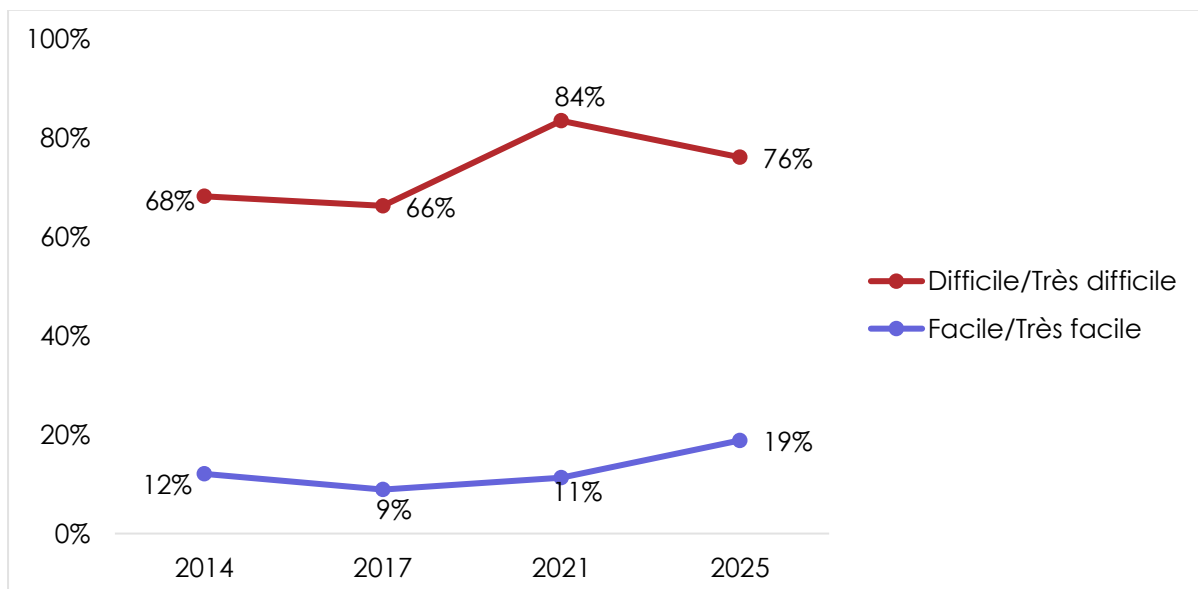
Si en 2014, deux sur trois Sénégalais (68%) ont estimé qu'il était difficile de traverser les frontières ouest-africaines, cette proportion est passée à 84% en 2021 avant de connaître une légère baisse à 76% en 2025 (Figure 8).

Figure 7 : Facile ou difficile de traverser les frontières ? | Sénégal | 2025



Question posée aux répondants : Selon vous, à quel point est-il facile ou difficile pour les populations d'Afrique de l'Ouest de traverser les frontières internationales pour travailler ou faire du commerce dans les autres pays, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 8 : Degré de difficulté pour traverser les frontières | Sénégal | 2014-2025



Question posée aux répondants : Selon vous, à quel point est-il facile ou difficile pour les populations d'Afrique de l'Ouest de traverser les frontières internationales pour travailler ou faire du commerce dans les autres pays, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Influence des puissances étrangères et des institutions internationales

La majorité des Sénégalais estiment « quelque peu » ou « très » positive l'influence politique et économique de la CEDEAO (62%), de la Chine (57%) et de l'Union Africaine (57%) sur le Sénégal (Figure 9). Environ la moitié des citoyens pensent que l'influence des Etats-Unis d'Amérique (51%) et de l'Union Européenne (47%) est positive.

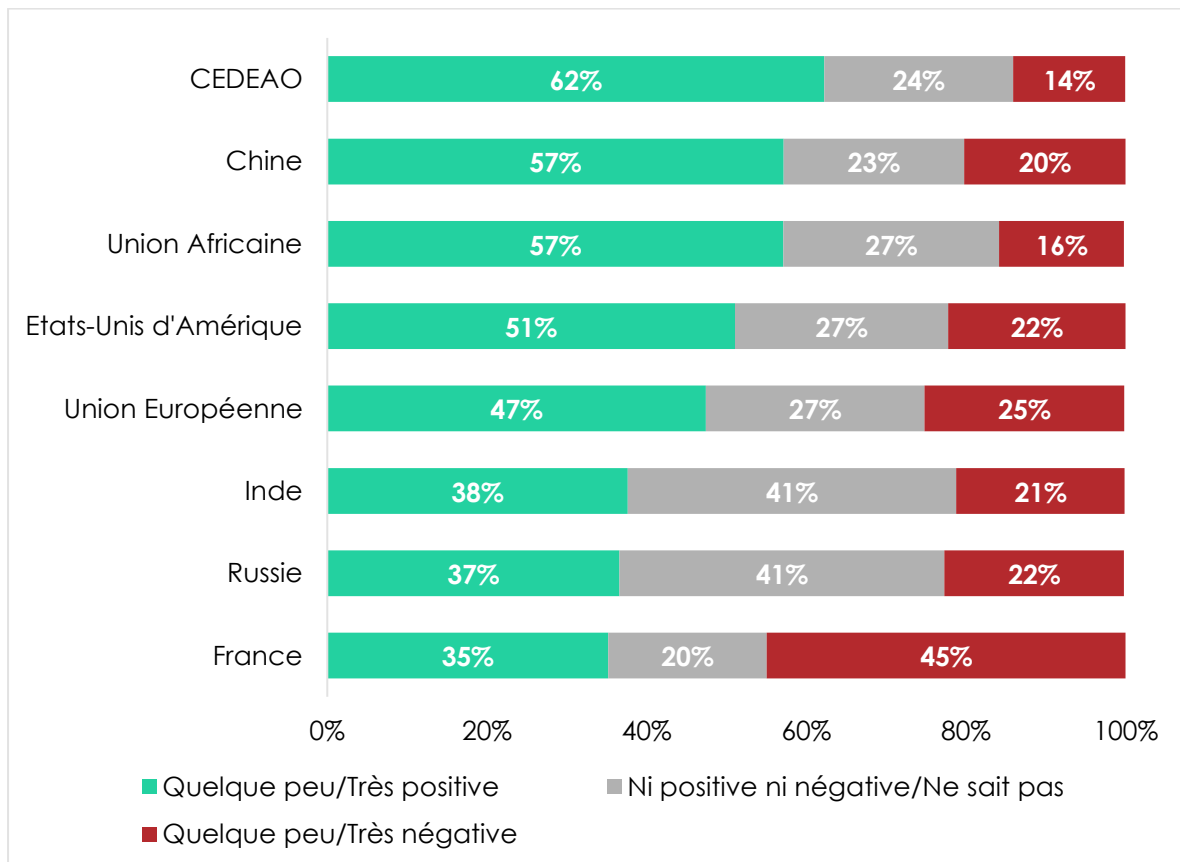
Moins de quatre citoyens sur 10 jugent positivement l'influence de l'Inde (38%) et de la Russie (37%). Toutefois, à peu près la même proportion (41%) de citoyens ne se sont pas prononcés sur le sujet, soit par neutralité ou méconnaissance.

En revanche, pour la France, seul un tiers (35%) des citoyens estiment positivement son influence économique et politique sur le Sénégal, tandis que plus de quatre Sénégalais sur 10 (45%) jugent plutôt négative son influence sur leur pays.

Par ailleurs, les perceptions positives de l'influence de la Chine et des Etats-Unis d'Amérique sur le Sénégal ont reculé entre 2021 et 2022 avant de s'améliorer de 6 et 5 points de pourcentage, respectivement, pour se rapprocher des niveaux de 2021 (Figure 10).

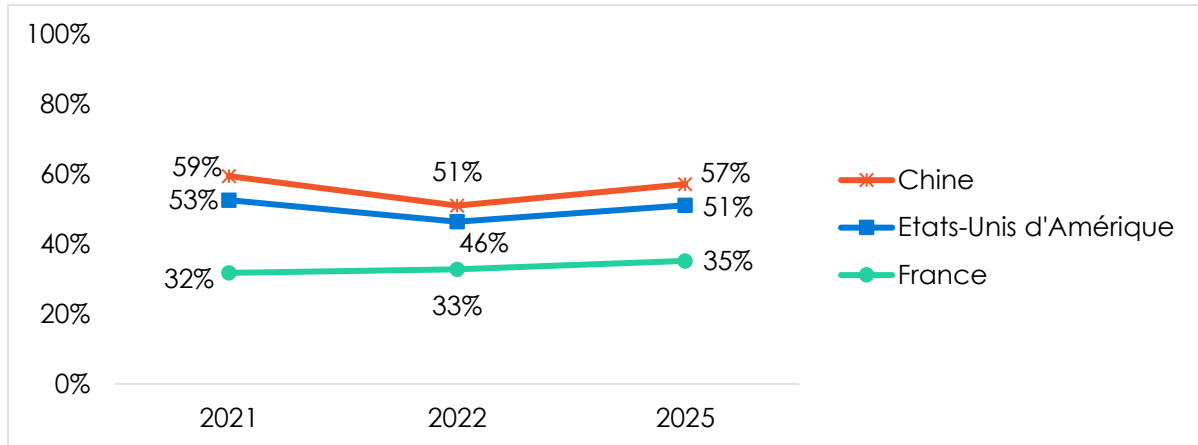
Entre 2021 et 2025, la Chine conserve donc une avance sur les autres puissances dans l'opinion sénégalaise, tandis que la perception de l'influence française est restée globalement stable.

Figure 9 : Influence des organisations internationales et puissances étrangères
 | Sénégal | 2025



Questions posées aux répondants : Pensez-vous que l'influence économique et politique sur le Sénégal de chacun des pays ou organisations suivants est plutôt positive, plutôt négative, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

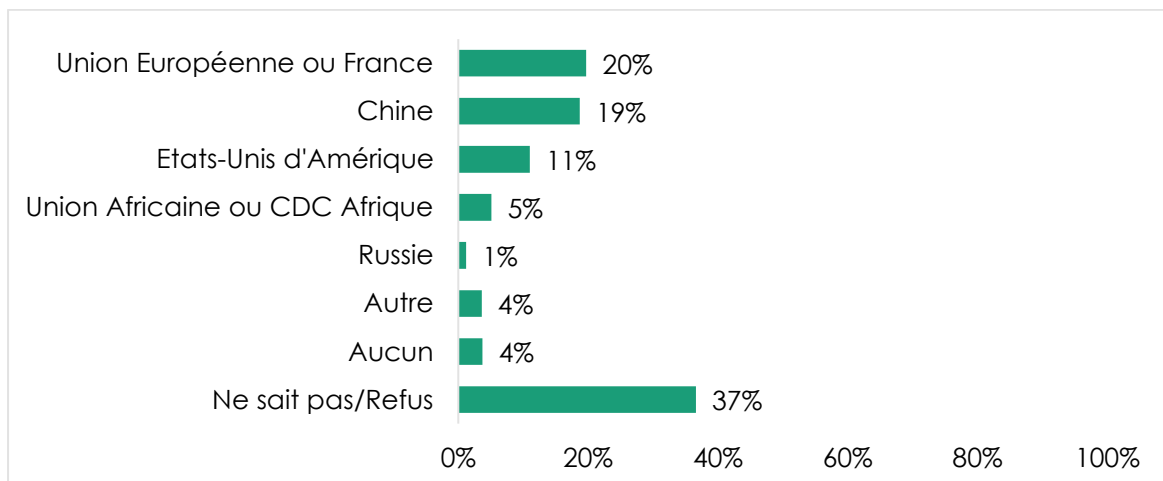
Figure 10 : Influence positive de la Chine, des Etats-Unis et de la France | Sénégal
 | 2021-2025



Question posée aux répondants : Pensez-vous que l'influence économique et politique sur le Sénégal de chacun des pays suivants est plutôt positive, plutôt négative, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « quelque peu positive » ou « très positive »)

L'Union Européenne (20%) et la Chine (19%) sont perçues comme les pays les plus solidaires envers le Sénégal pour gérer l'impact de la COVID-19 (Figure 11). Un sur 10 Sénégalais (11%) citent les Etats-Unis d'Amérique comme étant les plus utiles dans la gestion de la pandémie au Sénégal. En revanche, seuls 5% des citoyens pensent que l'Union Africaine ou les Centres Africains pour le Contrôle et la Prévention des Maladies (CDC Afrique) a été plus utile dans la lutte contre la COVID-19. Toutefois, près de quatre répondants sur 10 (37%) ne savent pas ou ne se prononcent pas sur la question.

Figure 11 : Pays ou organisation utile dans la gestion des impacts de la pandémie de COVID-19 dans le pays | Sénégal | 2025



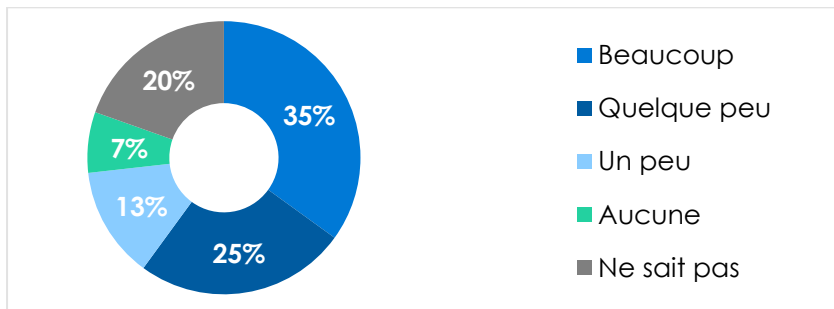
Question posée aux répondants : Lequel des pays ou organisations suivants, le cas échéant, a plus aidé le Sénégal à gérer les effets négatifs de la COVID-19, ou n'en avez-vous pas entendu assez pour vous prononcer ?

La Chine est le pays le plus apprécié en termes d'influence économique et politique sur le Sénégal ces dernières années. Les citoyens ont été interrogés sur le degré d'influence des activités économiques chinoises sur l'économie sénégalaise. Six répondants sur 10 (60%)

pensent que les activités économiques de la Chine influencent « quelque peu » (25%) ou « beaucoup » (35%) l'économie sénégalaise, en plus de 13% qui disent qu'elles l'influencent « un peu » (Figure 12). Si un sur cinq répondants (20%) disent ne pas avoir d'opinion sur ce sujet, 7% estiment que les activités économiques de la Chine n'ont aucun impact sur l'économie du pays.

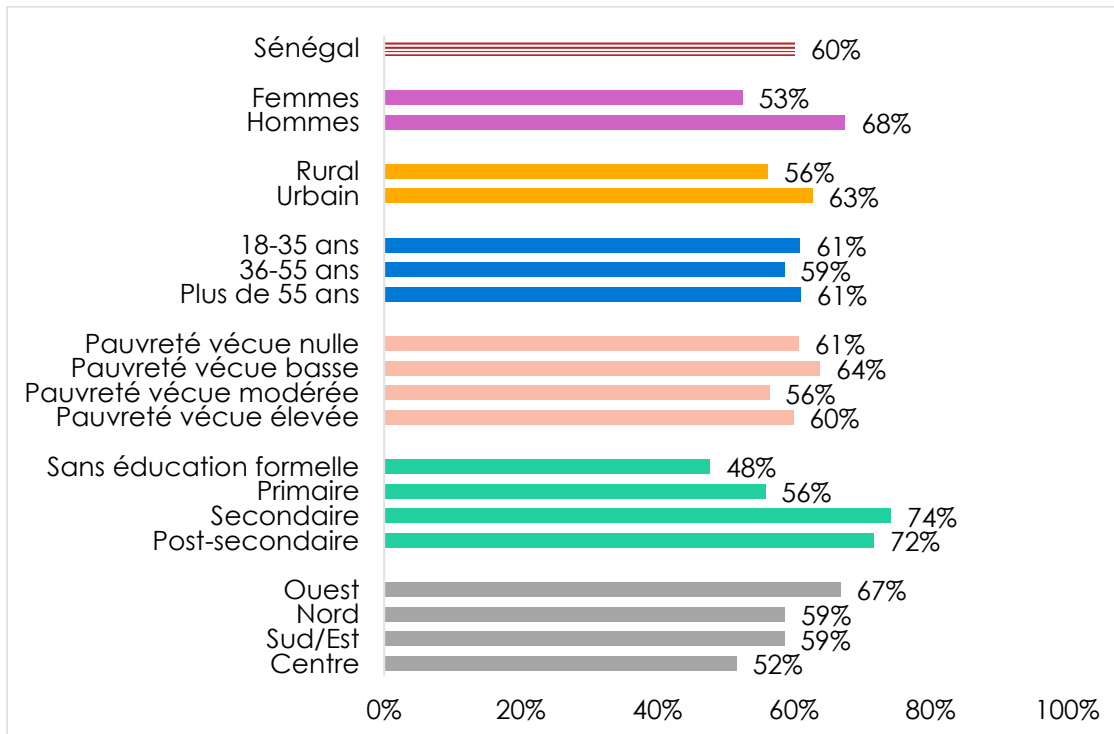
La perception selon laquelle les activités économiques de la Chine influencent au moins « quelque peu » l'économie du Sénégal est plus répandue parmi les répondants plus instruits (72%-74%), les hommes (68%), et les résidents de la zone Ouest (67%) et du milieu urbain (63%) que parmi leurs contreparties respectives (Figure 13).

Figure 12 : Influence de la Chine sur les activités économiques du pays | Sénégal | 2025



Question posée aux répondants : A votre avis, combien les activités économiques de la Chine influencent-t-elles l'économie du Sénégal, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 13 : Influence de la Chine sur les activités économiques | par groupe démographique | Sénégal | 2025



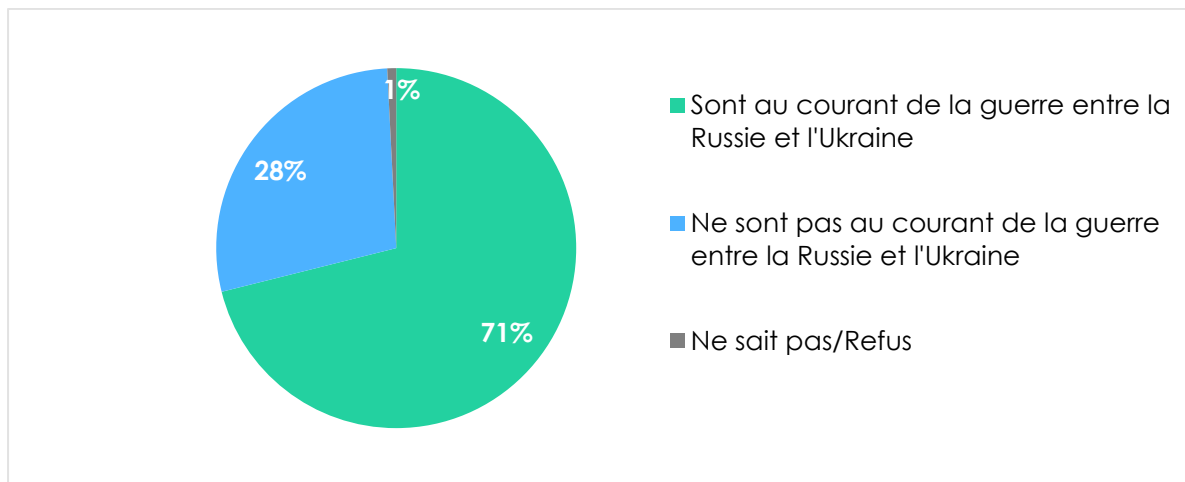
Question posée aux répondants : A votre avis, combien les activités économiques de la Chine influencent-t-elles l'économie du Sénégal, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « quelque peu » ou « beaucoup »)

Guerre Russie-Ukraine

Après les séquelles de la pandémie de COVID-19, la guerre qui oppose la Russie à l'Ukraine depuis 2022 a entraîné des répercussions sur le marché mondial du blé dont les conséquences se sont fait ressentir aussi sur le continent africain (Vedie, 2022). Interrogés sur la question, la grande majorité (71%) des Sénégalais affirment être au courant de ce conflit (Figure 14).

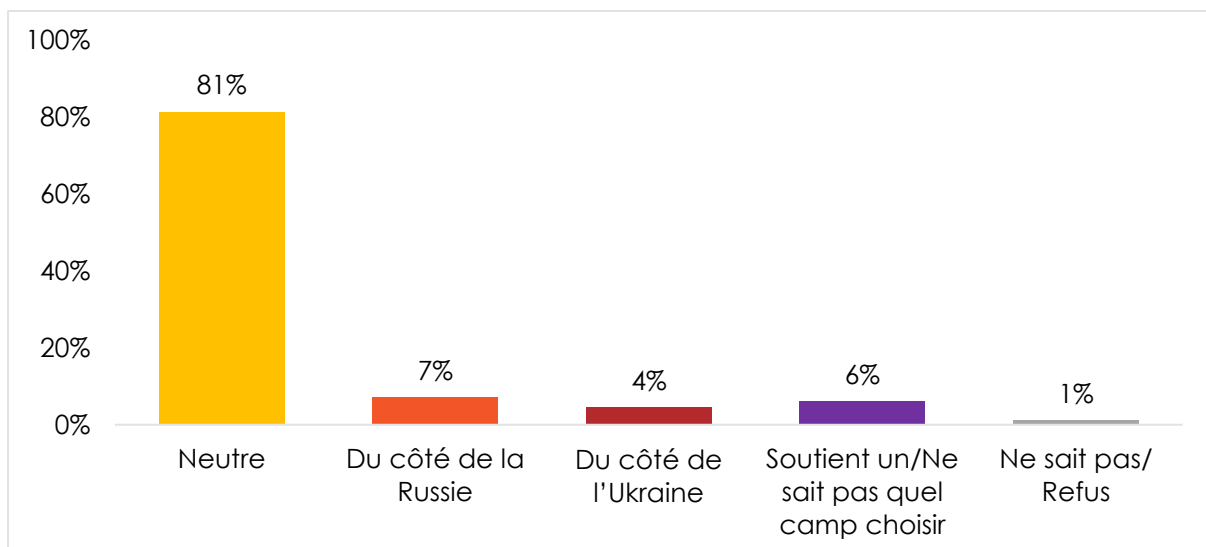
Parmi les personnes qui sont informées de la guerre, plus de huit répondants sur 10 (81%) estiment que le Sénégal devrait rester neutre. De petites minorités soutiennent la Russie (7%) ou l'Ukraine (4%) (Figure 15).

Figure 14 : Information sur la guerre entre la Russie et l'Ukraine | Sénégal | 2025



Question posée aux répondants : Avez-vous entendu parler de la guerre entre la Russie et l'Ukraine ou n'avez-vous pas encore eu l'occasion d'en entendre parler ?

Figure 15 : Soutien à la Russie ou à l'Ukraine ? | Sénégal | 2025



Question posée aux répondants qui sont au courant de la guerre entre la Russie et l'Ukraine :

Le Sénégal devrait-il être neutre ou soutenir l'un ou l'autre camp dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine ? [Si « soutenir un camp » :] Quel camp ? (Les répondants qui n'ont pas entendu parler de la guerre entre la Russie et l'Ukraine sont exclus.)

Conclusion

Les résultats de l'enquête Afrobarometer révèlent que la majorité des Sénégalais estiment que les besoins et priorités de leur pays sont bien pris en compte dans les décisions de l'UA et de la CEDEAO, et militent pour davantage d'influence des pays africains sur la scène internationale.

Egalement, la majorité des Sénégalais apprécie positivement l'influence économique et politique de la CEDEAO, de la Chine, de l'UA et des Etats-Unis d'Amérique sur leur pays, tandis que l'influence de la France est plus perçue négativement.

Les citoyens sénégalais sont partagés entre le libre-échange et le protectionnisme, bien qu'ils souhaitent une diversification des partenaires à travers un commerce ouvert avec l'ensemble des pays du monde. Si à peine la moitié d'entre eux souhaitent la libre circulation des personnes et des biens, de la région ouest africaine, plus des trois quarts estiment qu'il est plutôt difficile pour les populations d'Afrique de l'Ouest de traverser les frontières internationales.

Références

- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. (2025). Note d'analyse du commerce extérieur.
- Bassene, C. S. (2025). Classement des partenaires commerciaux : La Chine premier fournisseur du Sénégal en 2024 (ANSI). PressAfrik. 28 mars.
- Daba. (2025). Top 10 des destinations de transfert de fonds de la diaspora en Afrique.
- Diaw, D., & Tran, T. A. D. (2009). Intégration régionale et expansion du commerce sud-sud : Le cas du Sénégal dans l'UEMOA. *Revue Tiers Monde*, 199(3), 627-646.
- Nations Unies. (2024). 2024 world investment report: Investment facilitation and digital government.
- Touray, F. M. (2024). How does foreign direct investment (FDI) contribute to the economic growth in developing countries? Evidence from The Gambia, Mali and Senegal. Mémoire de master. Umeå University.
- Tsigbé, K. N., & Kpaye, K. B. (2017). La question de la libre circulation des biens dans l'espace CEDEAO (1975 - 2015). *Revue Interventions Economiques*.
- Vedie, H. L. (2022). La guerre en Ukraine : Premiers enseignements à tirer pour la sécurité alimentaire de l'Afrique. Policy brief No. 22 du Policy Center for the New South.

Mamadou Abdoulaye Diallo est chercheur associé au Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES), Partenaire National d'Afrobarometer au Sénégal. Il est post doctorant à l'Université Mohammed VI Polytechnique. Email : mamadou.abdoulaye@cres-sn.org.

Mouhamadou Lamine Simel Sarr est chargé de communication au CRES. Email : simel.sarr@cres-sn.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de 40 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya et l'Innovante Recherche en Economie et Gouvernance (IREG) au Bénin. Michigan State University et l'University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminata, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Fondation Obama, de la Fondation Rockefeller, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Population Institute, du Centre for International Governance Innovation, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade Royale du Danemark en Ouganda/Danida, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) soutenu par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 1174 d'Afrobarometer | 30 avril 2026